



**POLICY BRIEF**

PB 20 - 19  
Mars 2020

**ECONOMIES  
AFRICAINES  
POST COVID-19 :  
AU- DELÀ DE  
L'ÉMOTION, DES  
POLITIQUES  
ÉCONOMIQUES  
AUDACIEUSES**

Par Mouhamadou Moustapha Ly & Fahd Azaroual

## Economies africaines Post Covid-19: au-delà de l'émotion, des politiques économiques audacieuses

*« Mon fils, je t'ai transmis toute ma science mais il y en a une que je n'ai pas : celle de prévoir ce qui arrivera demain. Mais seulement apprends et retiens de chaque situation, de chaque expérience car elles se reproduiront dans le futur. »*

*Propos d'un saint savant soufi africain à son fils.*

### Résumé

Le Covid-19 marque les esprits et impose à l'économie mondiale un ralentissement qui fait craindre les pires conséquences sur la production, les emplois et sur le futur immédiat des économies en développement. Les autorités budgétaires et monétaires à travers le monde s'engagent dans des politiques de soutien aux économies, avec des fonds et des initiatives inédits. Le continent africain, également touché par la pandémie, mène lui aussi des politiques économiques courageuses (budgétaires et monétaires) mais la principale question que nous posons c'est de savoir les nouvelles orientations qu'il faudra donner à ces politiques économiques une fois la pandémie maîtrisée et que les mesures sanitaires (e.g. de confinement) levées ? A ce titre, nous recommandons fortement la poursuite des efforts d'investissement des Etats afin d'accélérer la résorption du gap en infrastructures, élément déterminant dans la croissance économique du continent. Aussi l'emploi et l'employabilité seront des leviers importants que les Etats devront stimuler pour soutenir la nouvelle économie post Covid-19.

La période post Covid-19 sera, à n'en point douter, une ère marquée par des besoins de financement importants de la part des Etats et des grandes entreprises, ce qui voudra dire un risque important d'éviction des PME/PMI du marché du crédit. Dès lors, les banques centrales devront mettre en place les bonnes incitations pour conduire le système bancaire à avoir de l'appétit pour des crédits aux PME/PMI africaines qui sont la pierre angulaire de toute politique de développement.

Les auteurs remercient Youssef El Jai pour ses remarques. Toute erreur/omission restant la responsabilité des auteurs.

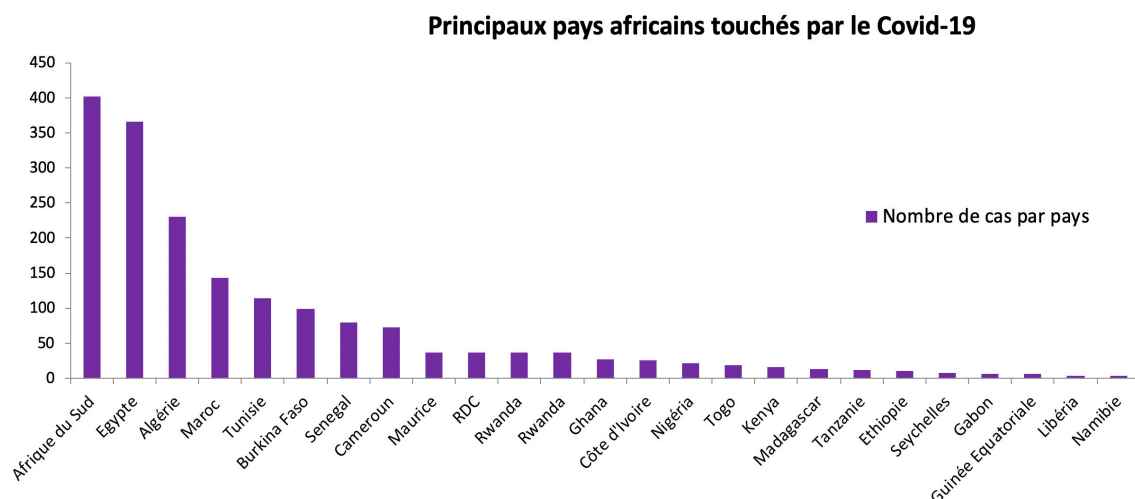
Au premier trimestre de l'année 2020, la situation mondiale est bien clairement dominée par la pandémie causée par le Coronavirus, à laquelle est venue se greffer, et accessoirement, la chute historique du cours du baril. Cette chute spectaculaire du prix du pétrole est tantôt perçue comme une conséquence, tantôt qualifiée de phénomène orthogonal à la pandémie. Il n'en demeure pas moins que la situation semble inédite et appelle à l'audace dans la gestion de cette période délicate mais aussi requiert une imagination sans précédent quant à la gestion de l'après crise.

L'objet de cette contribution est d'offrir des pistes de réflexion quant aux axes prioritaires qu'il faudrait identifier dès maintenant et qui éviteront au monde en développement, plus particulièrement les pays du continent africain, des tensions économiques et financières, à plus forte raison le risque d'une récession longue et sévère.

La situation économique à la fin 2019 était des plus stable et prometteuse avec une croissance du PIB africain autour de 3,4% et des estimations à 3,9%, pour 2020, et 4,1% en 2021 (BAD, 2020<sup>1</sup>). Une croissance (jadis) portée par le commerce extérieur mais surtout par les importants efforts d'investissement consentis par les Etats. L'investissement a participé à hauteur de la moitié dans la croissance observée sur le continent en 2019. Au niveau macroéconomique, l'environnement était relativement stable avec des niveaux d'inflation (9,2% en 2019 sur le continent) très contenus et des déficits budgétaires en nette baisse (4,8% du PIB en 2019 contre 5,9% en 2017). Les récents développements montrent à l'évidence que des menaces réelles pèsent sur cet élan.

L'Organisation mondiale de la Santé (OMS) rapporte plus de 375498 cas confirmés d'infection au Covid-19, avec 16362 pertes en vies humaines dans environ 195 pays/territoires au monde touchés<sup>2</sup>. Sur le continent, la figure 1 montre les pays les plus touchés par la pandémie

**Figure 1 : Situation de la pandémie dans quelques pays du continent africain**



Sources : WHO, Covid-19 situation dashboard & Coronavirus disease 2019 (COVID-19) Situation Report –64, consulté le 24 mars 2020.

1. Banque Africaine de Développement, 2020. African Economic Outlook 2020.

2. World Health Organization COVID-19 Dashboard available at <https://experience.arcgis.com/experience/685d0ace521648f8a5beeeee1b9125cd> or <https://www.who.int/>

Gilbert & al. (2020)<sup>3</sup>, dans une étude séminale, proposent, dès le début du mois de février 2020, une analyse et des prévisions (qui s'avèrent aujourd'hui d'une précision quasi-chirurgicale) sur les risques d'une propagation de l'épidémie sur le continent africain. A partir de mesure du degré de liens (notamment les flux de mouvement de personnes) entre les provinces chinoises les plus touchées par la maladie et les pays du continent africain, les résultats offrent une vue sur les pays où le risque d'importation du Covid-19 est le plus important. Des résultats se dégagent trois groupes de pays par ordre décroissant de risque d'importation du Covid-19 ; il y a le groupe-1 (l'Egypte, l'Algérie, l'Afrique du Sud), le groupe-2 (Nigeria, Ethiopie) puis le groupe-3 (Maroc, Soudan, Angola, Tanzanie, Ghana et Kenya). Ce que cette étude montre aussi d'intéressant, au-delà du risque d'importation du virus, c'est qu'il y a une hétérogénéité quant aux capacités réelles et aux niveaux de vulnérabilité face à une épidémie de grande ampleur.

Et beaucoup d'eau a coulé sous les ponts depuis lors avec la pandémie qui se répand inexorablement à travers le monde et le continent africain.

Parmi les six premières économies du continent, trois pays apparaissent très touchés, à savoir l'Afrique du Sud (402 cas), l'Egypte (366 cas) et l'Algérie (231 cas) ; le Nigeria compte pour l'instant 22 cas confirmés. Les économies les plus dynamiques (en termes de taux de croissance du PIB) du continent sont également touchés : Ethiopie (11), Côte d'Ivoire (25), Rwanda (36), Sénégal (79). En d'autres termes, l'Afrique sera touchée dans son ensemble, elle le sera surtout à travers ses piliers et ses champions.

## Canaux de transmission possibles

A l'heure actuelle, en plus des effets de la crise sanitaire sur les capacités de production en interne, trois canaux de transmission sur les économies africaines peuvent d'ores et déjà être identifiés.

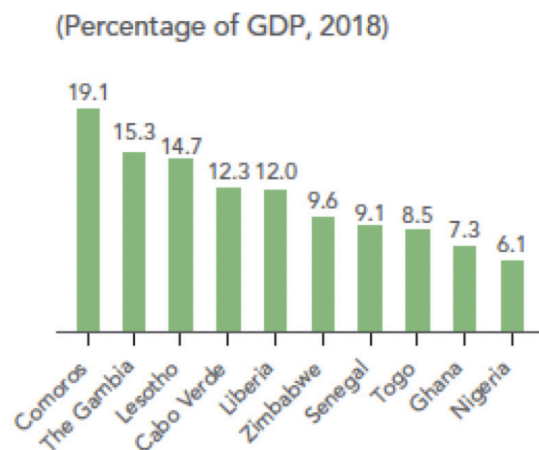
- **Investissements** : aussi bien de portefeuille que directs, les investissements affecteront la dynamique de croissance observée à travers le continent ces dernières années (voir supra). En effet, avec la chute attendue de la demande dans les semaines à venir, ainsi que l'interruption de nombre de chaînes de production suscitera des incitations à plus de prudence pour les investisseurs. Aux dernières estimations, la CNUCED<sup>4</sup> prévoit une baisse d'au moins 1% sur les profits réalisés par les multinationales opérant en Afrique, ce qui aura un impact négatif certain sur les 27% des profits réinvestis en IDE (CNUCED, 2020). Pour les économies en développement, selon les mêmes estimations, 16% de baisse des profits des multinationales sont à attendre. De façon globale, la baisse des IDE se situera dans une fourchette entre -5% et -15%.
- **Rémittances** : une des limites de l'analyse de Gilbert & al. (2020) c'est certainement d'avoir « omis » la possibilité que le foyer d'infection se déplace (relativement rapidement) de la Chine pour s'installer en Europe. Ce fait a d'ailleurs expliqué la propagation rapide dans certains pays du continent qui comptent un nombre i

3. Gilbert, M. & al. 2020. Preparedness and vulnerability of African countries against importations of COVID-19: a modelling study. The Lancet, disponible en ligne à partir du 19 Février 2020.

4. CNUCED, 2020. Impact of the Corona virus outbreak on global FDI. Investment Trends Monitor, Special Issue, March 2020.

mportant de ressortissants dans des pays comme l'Italie, l'Espagne ou la France, sévèrement touchés par la pandémie. Concomitamment à cet effet de propagation, cette crise sanitaire pose un risque sur l'emploi de la diaspora africaine en Europe et, par conséquent, sur leurs capacités à maintenir les flux de transfert habituels vers les pays de départ. L'envoi des migrants pour la région Afrique subsaharienne a connu une hausse continue, passant de 42 milliards de dollars, en 2017, à 46 milliards, en 2018, puis 48 milliards de dollars pour l'année 2019 (World Bank & Knomad, 2019)<sup>5</sup>. Les 51 milliards de dollars de rémittances qui étaient prévus pour 2020 vers la région Afrique subsaharienne attendent désormais d'être estimés à nouveau, et à la baisse. Une chute, comme attendu des transferts de migrants, aura un impact sur les secteurs réels des économies des pays receveurs. Comme évoqué dans la littérature, (e.g. Abdih & al. 2009, Hosny 2020), l'impact sur le secteur réel des économies dans les pays receveurs passera par le financement des Etats (moins de taxes collectées, notamment la TVA, et moins de disponibilités pour le public à consacrer à l'achat de bons du trésor), la consommation privée (dans sa composante courante et dans la dynamique de lissage) et une épargne privée qui faiblit. La grande question demeure les proportions dans lesquelles les envois des migrants vont baisser pour le continent africain (?). A ce titre, et parmi les pays qui seront le plus touchés par ce canal, il y aura certainement le Nigeria (1er receveur de transfert sur le continent avec environ 23,4 milliards de dollars) et neuf autres pays dont la situation devrait rester sous surveillance (Figure 2).

**Figure 2 : Rémittances vers quelques pays d'Afrique**



Sources : Banque mondiale & KNOMAD (2020)

- Covid-19, produits de base et commerce international** : le mois de mars 2020 sera certainement marqué à l'encre indélébile dans le livre des records, tant la chute du prix du baril de pétrole aura été spectaculaire. D'un peu plus de 65 dollars, à la fin 2019, le cours du baril est passé à 30 dollars au début mars, consacrant ainsi une baisse de quasiment 50%, fait rarement observé. Comme cela a été évoqué dans une interview accordée à la chaîne Radio France Internationale, l'impact sur les

5. World Bank Group & Knomad, 2019. Migration and Remittances : Recent Developments and Outlook. Migration and Development Brief, No. 31, April 2019.

géants pétroliers africains s'est fait ressentir quasi-simultanément<sup>6</sup>. Le Nigeria, qui avait construit son budget sur la base d'un prix du baril d'environ 51 dollars, et face aux défis que cela pose, a décidé d'augmenter sa production au-delà des 2 millions de barils pour limiter le choc sur le budget fédéral. Situation proche au Ghana où le gouvernement, qui attendait des recettes d'environ 9 milliards de dollars, est dans le processus de réajuster ses prévisions. L'Algérie et l'Angola se verront également affaiblis par cette situation sur les marchés mondiaux du brut (Augé, 2020 offre une analyse détaillée de ces questions)<sup>7</sup>. A noter que cette crise n'est pas à imputer entièrement à la baisse de la demande suite à la crise sanitaire mais il y a aussi les tensions internes au sein de l'Organisation des Pays exportateurs de pétrole (OPEP) sur les niveaux de production à adopter. La constante restant bien évidemment qu'un ralentissement de la croissance au Nigeria et chez les autres exportateurs de pétrole, rajouté à la situation morose de l'économie de l'Afrique du Sud, contribueront à davantage conduire à une révision (significative) à la baisse des performances du continent en 2020. Par ailleurs, et en attendant de disposer de données actualisées et plus approfondies, les figures 3 et 4 donnent une idée sur l'exposition de plusieurs économies du continent à des chocs éventuels dans les échanges avec la Chine. Des analyses à venir approfondiront ce canal de transmission.

- **L'aide publique au développement** : le premier élément à poser c'est que dans les pays à revenu faible et intermédiaire les transferts des migrants font quasiment trois fois plus que le montant total de l'aide publique au développement. Le total de l'APD se situe à 0,31% du RNB (année 2018) des pays membres du Comité d'aide au développement de l'Organisation de Coopération et de Développement économiques (OCDE) (CAD-OCDE), on est bien loin de la promesse mythique du 0,7% du RNB répétée plusieurs fois depuis les années 1970, notamment au sommet de Monterrey en 2002. Cette situation est un élément supplémentaire (ce n'est évidemment pas l'unique cause) d'incitation pour les économies en développement à diversifier leurs sources de financement extérieur. La part des partenaires multilatéraux dans l'encours de la dette extérieure africaine a baissé d'environ 5 points de pourcentage sur la période 2010-2017, pour se chiffrer à 37% (AFD, 2020<sup>8</sup>). Les bailleurs multilatéraux représentaient 37% de l'encours total de la dette extérieure africaine en 2017. De plus, les Etats africains se tournent de plus en plus vers les nouveaux créanciers bilatéraux, comme le fait noter l'Agence française de développement (AFD, 2020), et les décaissements de ces derniers ont été cinq fois plus importants que ceux des membres du Club de Paris sur la période 2007-2016. Donc, pour l'instant il paraît que ce canal de l'appui au développement ne jouera qu'assez marginalement dans le choc que subiront les économies du continent.

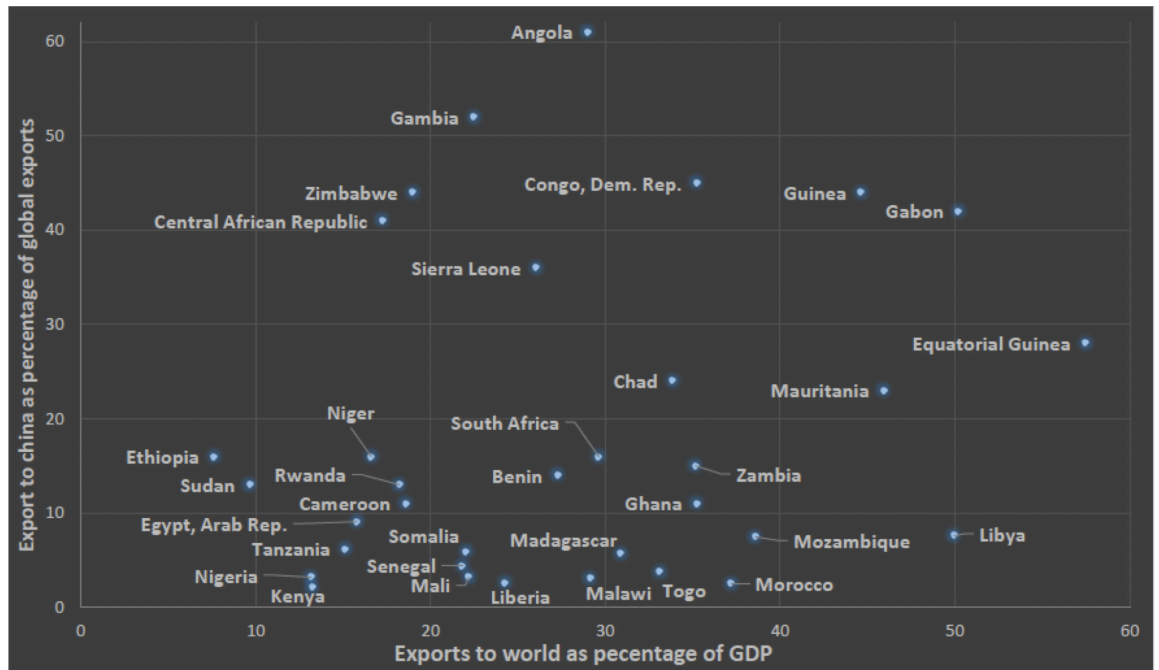
---

6. <http://www.rfi.fr/fr/podcasts/20200312-plongeon-cours-p%C3%A9trole-les-cons%C3%A9quences-en-afrique>

7. Augé, B., 2020. Coronavirus : un nouveau désastre à prévoir pour les pays pétroliers du golfe de Guinée. Policy Center for the New South, Policy Brief, No. PB-20/15.

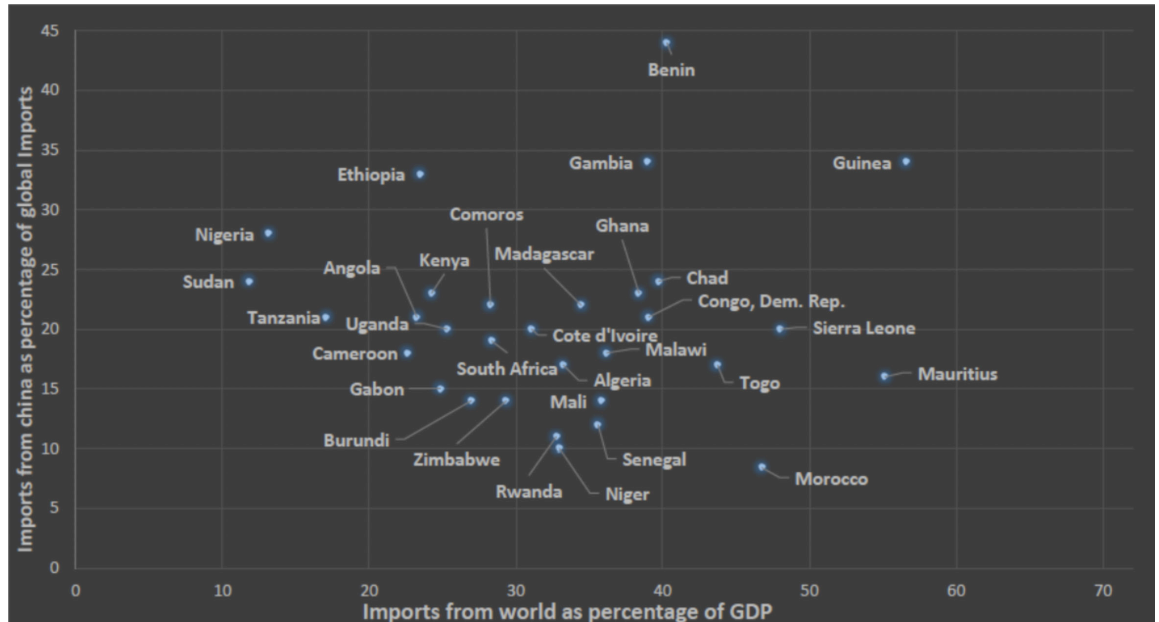
8. Agence française de développement, 2020. L'économie africaine 2020. Repères Economiques, ed. La Découverte.

Figure 3 : Intensité des exportations vers la Chine pour quelques pays d'Afrique



Sources : auteurs à partir des données Banque mondiale et Observatoire de la complexité économique,

Figure 4 : Intensité des importations de la Chine pour quelques pays d'Afrique



Sources : auteurs à partir des données Banque mondiale et Observatoire de la complexité économique.

A l'instar du reste du monde, un certain nombre d'Etats africains ont annoncé des mesures d'urgence de soutien aux économies. Mais, au-delà de ces mesures bien nécessaires (voir infra), il paraît important d'identifier, dès à présent, les leviers et politiques économiques devant accompagner les économies en développement tout au long du processus de convalescence post-crise Covid-19. Il est d'ores et déjà admis que les secteurs productifs seront plus ou moins sévèrement touchés. Alors, quelles mesures pour une nouvelle reprise quand cette crise sera derrière nous ?

## Quelques mesures d'urgence

Aussi bien Etats et banques centrales à travers le continent ont immédiatement réagi avec des mesures visant à éviter que cette crise sanitaire ne se transforme en crash économique et financier.

Au Nigeria, pendant que l'Etat fédéral se tient prêt à déployer tous les moyens budgétaires qui s'avèreront nécessaires, la Central Bank of Nigeria a pris certaines mesures (CBN, Mars 2020<sup>9</sup>) dont l'établissement d'un moratoire supplémentaire d'une année sur les échéances de ses lignes de crédit (qui bénéficient déjà de moratoire), d'une baisse des taux d'intérêt sur les lignes de facilité de crédit (on passe de 9 à 5%), la mise en place d'un fonds de 50 milliards de Naira (135 millions de dollars) dédié aux PME/TPE/ménages ainsi qu'une autorisation aux banques commerciales à voir comment rééchelonner les crédits en cours.

La Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) a également adopté, depuis le 21 mars dernier, une série de mesures similaires à celles prises au Nigeria. En effet, la BCEAO augmente substantiellement les liquidités mises à la disposition du système bancaire (près de 556 millions de dollars), élargit les effets de commerce éligible à l'escompte, demande expresse adressée aux institutions financières pour accorder des moratoires aux PME/PMI en difficultés. Une mesure pertinente, surtout dans la période qui suivra (voir infra), est la décision de la BCEAO de renforcer son appui à la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD).

Lors de son dernier conseil (17 mars 2020), la Banque centrale marocaine (Bank Al-Maghrib) décide également de revoir à la baisse son taux directeur de 0,25% pour le plafonner à 2%. De son côté, l'autorité budgétaire du Maroc a mis en place un fonds d'urgence doté d'un peu plus de deux milliards de dollars.

Au niveau sous régional, l'Organisation Ouest Africaine de la Santé (WAHO) apporte son concours scientifique, technique et logistique et assure la coordination des politiques sanitaires de riposte au Covid-19 à l'échelle de l'espace CEDEAO.

## Partenaires au développement

Le FMI a déjà réactivé le mécanisme de la facilité de crédit rapide (RCF créée en 2009) doté de 50 milliards de dollars et destiné aux économies à revenu faible et intermédiaire qui auraient des difficultés dans leurs balances de paiement en cette période de crise.

9. Central Bank of Nigeria, 2020. CNB Policy measures in response to Covid-19 outbreak and spillovers. Financial Policy and Regulation Department (available at : <https://www.cbn.gov.ng/Out/2020/FPRD/CBN%20POLICY%20MEASURES%20IN%20RESPONSE%20TO%20COVID-19%20OUTBREAK%20AND%20SPILLOVERS.pdf>).



Quant à la Banque mondiale, en attendant le mois d'avril 2020, pour un décaissement éventuel dans le cadre de la Pandemic Emergency Financing Facility (PEF), elle prévoit (avec sa filiale la Société Financière Internationale) d'ores et déjà un fonds de 14 milliards de dollars en secours aux pays et secteurs privés les plus touchés.

Ce survol montre que tous les acteurs africains, aussi bien les Etats, les organisations sous-régionales et régionales, les partenaires multilatéraux au développement se mobilisent et adoptent des mesures de soutien budgétaires et financières pour maintenir à flot les économies ainsi que les secteurs privés.

Cependant, il nous paraît opportun de poser la question du futur des économies en développement quand cette crise sera derrière nous, et qu'il faudra assurer une reprise rapide de l'activité de production avec le grand défi qui sera de maintenir (ou de retrouver) la dynamique de croissance enclenchée depuis quelques années déjà. Sur quels leviers agir et dans quels sens et proportions ?

## Quelles politiques de relance post Covid-19 ?

### Rendre à la monnaie sa fonction première : une banque centrale au service du secteur réel

Comme l'estime la Commission Economique Africaine (CEA, Nations Unies), l'Afrique risque de voir sa croissance en 2020 chuter à 2% contre les 3,2% initialement prévus. Ce recul attendu de la croissance africaine sera le résultat de la situation dans les pays leaders, tels que le Nigeria mais aussi, et surtout, par le fait que des unités de production intra pays qui seraient fortement ébranlées.

Un secteur qui, en particulier, attire l'attention est bien celui des PME et PTE et leur rôle dans la relance de la production dans les pays du continent. Les PME/TPE sont quasiment le poumon économique du continent, aussi bien grâce à leur représentativité (elles représentent 90% du tissu entrepreneurial) et de leur empreinte emploi (elles concentrent 60% des emplois à l'échelle du continent). A n'en point douter, les mesures de confinement, avec leur corollaire de baisse de la demande interne et internationale, causeront des dommages aux PME africaines, souvent peu résilientes aux chocs. A Maputo, en 2015, le rapport du forum de l'Alliance pour l'Inclusion Financière (AFI) soulignait clairement que les PME d'aujourd'hui sont la force de production de demain dans les économies en développement et émergentes, en plus d'être la pierre angulaire indispensable pour atteindre l'objectif d'une plus grande inclusion financière au sein des membres de l'AFI<sup>10</sup>. Bien que n'étant pas la seule difficulté à laquelle font face les PME, l'accès au financement est une contrainte majeure à leur développement. Dans ce contexte qui sera celui de la post-épidémie, l'Afrique aura besoin d'une stratégie audacieuse de soutien aux PME, gage important d'un développement à la fois soutenable et inclusif ainsi que d'une large diffusion de l'innovation.

Les exemples de mesures prises par les banques centrales du continent, des interventions monétaires directes (IMD), évoquées plus haut, montrent qu'elles ont toutes le souci de

---

10. Alliance for Financial Inclusion, 2015. The 2015 AFI Global Policy Forum Report : Inspiring Innovation to Advance Inclusion. Maputo (Mozambique) 2015.

soutenir les secteurs privés nationaux, notamment les PME/PMI. Seulement, le scénario qui semble se profiler c'est qu'à la fin de la crise sanitaire, gouvernements et grandes entreprises (nationales et transnationales) auront des besoins importants de financement et risquent alors de capter l'essentiel des capitaux disponibles au détriment des plus petites entreprises. Cet effet d'éviction de l'emprunt public et des grandes entreprises est une situation à considérer dès à présent et les IMD ne garantissent pas d'éviter cette situation. Comme le soulignent certains travaux empiriques (e.g. Ouedraogo, 2011 pour le cas de la zone UEMOA)<sup>11</sup>, la transmission de la politique monétaire n'est pas toujours un exercice fluide à l'impact instantané dans les économies en développement. Bien au contraire, et tel qu'évoqué par Ouédraogo (2011), la liaison serait plutôt distendue entre les variables de résultat et les taux directeurs de la banque centrale.

En plus des mesures volontaristes et courageuses prises par les banques centrales à travers le continent, il est tout à fait envisageable des dispositions qui permettront de contourner un éventuel effet d'éviction tel qu'évoqué plus haut. En plus de la baisse des taux directeurs et de la provision des guichets spéciaux de refinancement des PME, mettre en place des objectifs chiffrés de décaissement en faveur des PME/PMI. Un mécanisme qui consisterait à permettre aux banques qui auraient accordé un certain montant de crédit aux PME de bénéficier d'un taux de refinancement préférentiel et d'être labélisées « banque citoyenne ». Et inversement, celles qui se porteraient davantage vers les bons publics et autres titres émis par les grandes entreprises, se refinanceront à un taux qui sanctionnerait leur aversion au risque et leur démarche moins citoyenne que les autres. Il s'agit là de mesures dont l'objectif est de créer un environnement suffisamment incitatif pour que les entreprises les plus fragiles ne soient pas les victimes collatérales d'un effet d'éviction.

Par ailleurs, et eu égard à la nature même de cette crise, il nous semble hasardeux de mener une politique massive de baisse des taux créditeurs. La Crise Covid-19 a la particularité, contrairement à celle des subprimes en 2008, d'avoir directement significativement impacté le secteur réel. Dès lors, la période qui suivra sera celle où le marché africain (et mondial) sera dans une situation de choc d'offre ; si le crédit est facilement accessible, le continent ne serait pas à l'abri d'un épisode sévère d'inflation et de pénurie. Autrement dit, la situation actuelle appelle une réconciliation entre l'approche keynésienne (la monnaie comme un des instruments clé permettant le retour d'une économie à l'équilibre macroéconomique) et une approche plus classique orientée vers le soutien de l'offre<sup>12</sup>.

### **Une politique budgétaire décomplexée : maintenir à tout prix les niveaux d'investissement**

Déjà très sollicité, point de doute que la politique budgétaire sera rudement sollicitée par les Etats africains aussi longtemps que durera la période de combat contre la pandémie mais aussi et, surtout, pendant la période qui suivra. En plus des mesures d'aide directe

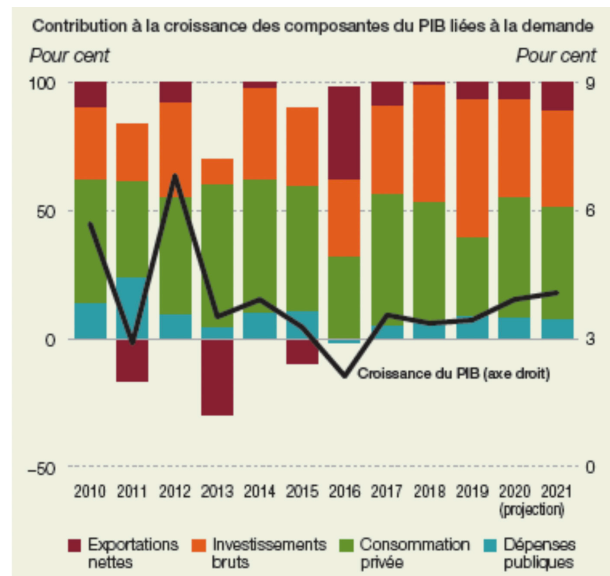
11. Ouédraogo, S., 2011. Banques et transmission monétaire dans l'UEMOA: effets des bilans bancaires, de la concentration bancaire et de l'excès de liquidité bancaire sur l'efficacité de la politique monétaire de la BCEAO. Thèse de doctorat nouveau régime, Université d'Auvergne - Clermont-Ferrand I, 2011.

12. Van de Velde, F., 2008. La place de la monnaie chez Keynes en réponse à quelques commentaires. Cahiers d'Economie Politique, Vol.1, No. 54. Dans cet article, l'auteur parle de la monnaie keynésienne en ces termes « Et ce qui détermine le passage des marchés néo-classiques aux marchés keynésiens c'est encore une fois la prise en compte de la monnaie et, plus précisément, l'intégration à l'économie réelle de la monnaie de crédit, c'est-à-dire de cette forme de monnaie consubstantielle à l'économie capitaliste de marché. »

aux ménages, de soutien aux entreprises dans la gestion des salaires, d'assurer le maintien à niveau des secteurs sociaux, en plus de la baisse drastique des recettes fiscales, les Etats auront à faire face à l'équation de la politique fiscale et de dépenses post Covid-19.

A la question de savoir les choix éventuels à effectuer en matière de dépenses publiques dans le moyen terme (post Covid-19), il nous semble essentiel pour le continent de maintenir voire de renforcer les importants efforts d'investissement entrepris depuis quelques années. A titre d'exemple, entre 2010 et 2018 la formation brute de capital fixe (en pourcentage du PIB) est passée de 18,4% à 24,9% pour le Sénégal, 8,9% à 20,8% en Côte d'Ivoire et 32,1% à 34,1% pour l'Ethiopie. Pour le continent dans son ensemble, la part de l'investissement dans la création de richesse augmente de plus en plus (Figure 5). Dès lors, arbitrer dans la politique budgétaire en défaveur des investissements pourraient entrainer un ralentissement plus sévère et durable de la croissance économique africaine, voire la replonger dans une « décennie perdue ».

**Figure 5 : Contributions à la croissance du continent africain**



Sources : Perspectives économiques africaines 2020 (Banque Africaine de Développement), page 25.

Un autre impact de la présente crise sera certainement sur l'emploi et sur l'employabilité des actifs. Dans la mesure où, comme dans la plupart des crises économiques, et malgré tous les efforts qui pourraient être déployés, certaines entreprises disparaissent car leurs activités ne seraient plus en phase avec le nouveau paradigme économique post crise<sup>13</sup>. Les actifs évoluant précédemment dans ces entreprises/secteurs auront besoin de conformer leurs compétences aux nouvelles exigences des économies afin de retrouver un emploi<sup>14</sup>.

13. Duval, R., Hee Hong, G., Timmer, Y., 2017. Financial Frictions and the Great Productivity Slowdown. International Monetary Fund, Working paper, No. WP/17/129. Dans cette étude, les auteurs montrent que le ralentissement de la productivité post crise (de 2009) était principalement le fait d'entreprises qui étaient déjà fragiles avant la crise. Donc celles parmi ces entreprises fragiles qui subsistent participent grandement à freiner la productivité au niveau plus global.

14. Ce phénomène se rapproche de celui d'hystérèse (Blanchard & Summers 1986) qui explique l'existence d'un chômage structurel i.e. les raisons pour lesquelles le chômage persiste même après la disparition de ses causes.

Dans ce cadre, et pour renforcer l'employabilité des actifs, les Etats devront renforcer les budgets dédiés à la formation professionnelle et continue. Cela permettrait de maintenir un flux de main-d'œuvre compétente pour l'économie (spécialement pour les PME/PMI et IDE) mais aussi une manière plus douce de stimuler la demande sans grand risque d'un emballement de l'inflation.

### **Se pose alors la grande question du mode de financement de ces politiques économiques post Covid-19 ( ? )**

Loin d'un quelconque optimisme béat ou d'un « socialisme utopique », à notre sens des leviers sont accessibles aux Etats en développement pour mener des politiques économiques qui soient porteuses de croissances fortes, soutenables et inclusives.

Le premier levier est relatif aux politiques monétaires expansives des banques centrales dans les économies avancées. La Réserve Fédérale Américaine annonce être prête à injecter des montants très importants (en trillions de dollars) pour aider à fluidifier le marché financier, surtout dans sa composante de financement à court terme et d'autres mesures d'assouplissement ne sont pas exclues. La Banque Centrale Européenne, quant à elle, renforce le fonds dédié à l'achat de bons émis par les trésors publics de la zone (e.g. Italie) et augmenté les prêts bon marché qu'elle accorde aux banques. Sans être exhaustifs, ces deux exemples montrent que le marché financier international sera suffisamment provisionné en liquidités créant ainsi les conditions pour un (dollar ou euro) carry trade sur le marché international des capitaux. De telles disponibilités en capitaux permettront aux économies en développement un accès (à un coût raisonnable) aux capitaux pour soutenir leurs activités économiques.

Le second levier consiste en le soutien que les banques centrales pourraient apporter aux Etats dans leurs efforts d'investissement. Sur ce point, les récentes mesures prises par la BCEAO font figure de muse pour les Etats et autres banques centrales. En augmentant immédiatement son appui à la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD), la BCEAO permet à la banque de développement commune aux huit pays de l'Union les moyens d'être en mesure de d'apporter son soutien aux projets d'infrastructure (et autres) des Etats ouest africains. Ce système pourrait être reproduit ailleurs sur le continent, où l'on verrait les banques centrales mieux participer au financement direct du développement.

Un levier s'avère aussi être la marge de manœuvre des Etats qui doit être exceptionnellement élargie. En d'autres termes, pour les économies membres d'une union monétaire ou en programme sous conditionnalité avec une institution multilatérale les circonstances actuelles. Plus clairement, les critères de convergence imposés aux Etats de l'UEMOA devraient faire l'objet d'une suspension et permettre aux Etats des niveaux de déficit primaire supérieurs aux 3% et un endettement qu'on pourrait fixer à plus de 80% pour une période donnée. Bien entendu, cela n'est pas un « blanc seing » aux Etats, et la commission de l'UEMOA pourrait surveiller l'orientation de ces dépenses et limiter ainsi qu'elles soient exclusivement dédiées aux activités courantes.

## Conclusion

La crise que vit le monde en ce premier trimestre 2020 impose aux analystes de quelque domaine que ce soit, une réflexion profonde pour accompagner au mieux les autorités vers une sortie de crise qui soit la plus maîtrisée possible. Les différentes mesures de soutien monétaire et budgétaire annoncées par les décideurs, aussi bien dans les économies en développement que dans celles dites avancées, vont dans le sens d'une préservation de l'économie mondiale.

Sur le continent africain, la délicate période d'après pandémie qui suivra requiert des politiques économiques de soutien aux PME/PMI, avec un rôle important que pourrait jouer les banques centrales en utilisant l'instrument monétaire de façon plus directive. Mais cette politique du crédit bancaire (et des taux) devra tenir compte de la particularité de cette « crise économique Covid-19 », qui est avant tout un choc d'offre, afin d'éviter toute dynamique inflationniste hors de contrôle. L'employabilité de la main-d'œuvre et les dépenses de capital sont deux postes sur lesquels des efforts budgétaires substantiels devront également être maintenus pour une croissance forte et inclusive.

Ces recommandations, qui pourront faire l'objet de développements dans des contributions futures, ressortent principalement d'expériences vécues par les économies africaines et malheureusement des situations qui ont abouti à la fameuse expression de William Easterly « The lost decade » décrivant comment des politiques (mal conçues) ont pu causer une décennie de retard dans les pays en développement. Et c'est là que les propos du saint soufi prennent tout leur sens...

## À propos de l'auteur, **Mouhamadou M. Ly**

Economiste senior au Policy Center for the New South, Mouhamadou Ly est titulaire d'un doctorat en Economie de Développement. Sa recherche porte principalement sur l'aspect macroéconomique du développement et se focalise sur les politiques monétaires. Mouhamadou Ly a notamment travaillé comme consultant pour diverses Organisations de Développement International ainsi que pour le gouvernement sénégalais.

## À propos de l'auteur, **Fahd Azaroual**

Fahd Azaroual est assistant de recherche en économie au Policy Center for the New South. Ses activités de recherche se concentrent sur la macroéconomie. Il travaille actuellement sur les fluctuations internationales et conjoncture économique marocaine. F. Azaroual est titulaire d'un master en sciences économiques et doctorant au sein d'un laboratoire d'analyse économique et modélisation à l'Université Mohammed V de Rabat. Il a rejoint le Policy Center en octobre 2019.

## À propos de **Policy Center for the New South**

Le Policy Center for the New South: Un bien public pour le renforcement des politiques publiques. Le Policy Center for the New South (PCNS) est un think tank marocain dont la mission est de contribuer à l'amélioration des politiques publiques, aussi bien économiques que sociales et internationales, qui concernent le Maroc et l'Afrique, parties intégrantes du Sud global.

Le PCNS défend le concept d'un « nouveau Sud » ouvert, responsable et entreprenant ; un Sud qui définit ses propres narratifs, ainsi que les cartes mentales autour des bassins de la Méditerranée et de l'Atlantique Sud, dans le cadre d'un rapport décomplexé avec le reste du monde. Le think tank se propose d'accompagner, par ses travaux, l'élaboration des politiques publiques en Afrique, et de donner la parole aux experts du Sud sur les évolutions géopolitiques qui les concernent. Ce positionnement, axé sur le dialogue et les partenariats, consiste à cultiver une expertise et une excellence africaines, à même de contribuer au diagnostic et aux solutions des défis africains.

Les opinions exprimées dans cette publication sont celles de l'auteur.



### Policy Center for the New South

Suncity Complex, Building C, Av. Addolb, Albortokal Street,  
Hay Riad, Rabat, Maroc.

Email : [contact@policycenter.ma](mailto:contact@policycenter.ma)

Phone : +212 (0) 537 54 04 04 / Fax : +212 (0) 537 71 31 54

Website : [www.policycenter.ma](http://www.policycenter.ma)